

## Réforme du lycée : un bilan pour le moins contrasté

Éric Barbazo

La réforme du lycée mise en place à la rentrée scolaire 2010-2011 en Seconde connaît la fin de sa deuxième année d'application, en classe de Première générale. Dès novembre 2009, l'APMEP dénonçait une réforme qu'elle trouvait mal préparée et qui ne respecterait probablement pas l'une de ses intentions, présentée comme majeure par le ministre, de rééquilibrage des séries pour mettre fin à la « *suprématie de la série S* ». Rappelons ce que le Forum des sociétés savantes et des associations de spécialistes écrivait au ministre, à l'initiative de l'APMEP et de la SMF en janvier 2010 :

### *Déséquilibre accru entre filières*

*Les grilles horaires proposées ne permettent pas d'envisager un rééquilibrage entre les différentes séries. Les horaires globaux du cycle terminal sont visiblement inférieurs en série L, en contradiction avec la volonté affichée de revalorisation de cette filière. L'adéquation entre enseignements délivrés dans les différentes filières et besoins des élèves pour poursuivre des études supérieures n'est pas apparente. Les études supérieures littéraires nécessitent de plus en plus un bagage scientifique, tout comme les études supérieures scientifiques un bagage de sciences humaines et de lettres.*

Nous avons en particulier indiqué que l'absence d'enseignement de mathématiques en série littéraire pour de nombreux élèves allait accentuer le déséquilibre des séries et laisser la série littéraire peu attractive. L'ensemble de la communauté éducative (professeurs de philosophie, enseignants de lettres) soutenait (et soutient encore) cette revendication évidente pour une formation complète et citoyenne. Nous avons alerté le ministère que cette réforme allait augmenter sensiblement le nombre d'élèves en série S qui devient bien peu scientifique avec son horaire réduit en sciences et alourdi en humanités. Lorsque nous avons été reçus au cabinet du ministre, nous avons pourtant été accusés de « *lire dans le marc de café* ». Hélas, les premières constatations semblent nous donner raison et nous ne nous étions pas trompés beaucoup. Si l'on parcourt le deuxième rapport des inspections générales intitulé « *Nouveau lycée : rapport des inspections générales sur la mise en œuvre de la réforme* » publié en janvier 2012, on lit :

*Progression des séries générales en première et notamment de la série S. À cette rentrée, un tiers des élèves de seconde passent en première S.*

*On observe, ce qui est nouveau, que le passage dans la série L progresse légèrement en dépassant 10 % après quatre ans de stabilité et que le passage dans la série STI2D renouvée cesse de diminuer tout en étant inférieur au taux de 2008.*

Il apparaît donc que la série S draine encore un très grand nombre d'élèves (même davantage qu'auparavant) dont on ne sait pas si le choix d'orientation vers les études scientifiques a été fait par goût pour les sciences ou par choix stratégique de débouchés. La série S reste donc une filière élitiste, généraliste et socialement

convoitée. C'est bien ce que nous dénonçons à juste titre, nous qui remarquons que la classe de Première ne pouvait être considérée comme une classe scientifique avec moins de 40% d'enseignements scientifiques sur l'horaire total. On remarque au passage l'euphémisme qui consiste à préciser que les orientations en séries technologiques industrielles « cessent de diminuer ». Les nombreux collègues qui ont dénoncé cette réforme dans les lycées techniques doivent s'attendrir... Comme les chômeurs qui doivent se satisfaire d'une baisse tendancielle de la hausse du chômage. Mais comparaison n'est pas raison.

Plusieurs bilans devraient donc être réalisés à l'issue de cette année : bilan d'orientation pour les élèves et aussi bilan de pratiques d'enseignement que les nouveaux programmes ont induit dans un horaire de Première très réduit. Nos enquêtes en ligne montrent que si la Seconde devient très disparate et discriminante dans son organisation d'un établissement à l'autre, la Première n'est pas mieux traitée pour autant. L'injustice de traitement devient donc la règle. Les difficultés rencontrées par les collègues dans les répartitions des horaires de dédoublements se sont reproduites cette année. Le premier rapport des inspections générales daté de février 2011 soulignait déjà ces conditions que nos enquêtes ont mises en évidence et confirmées. Les choses ne se sont visiblement pas arrangées et on n'imagine pas bien comment il pourrait en être autrement.

Dans un souci de premier bilan, nous avons réuni dans ce bulletin deux témoignages. Ces documents en appellent d'autres car plus nous serons nombreux à montrer les incohérences de cette réforme, mieux nous pourrions être entendus. Ces témoignages illustrent les difficultés rencontrées, les efforts entrepris que doivent connaître également et quotidiennement de nombreux collègues : le manque d'accompagnement et l'absence de formation qui auraient dû accompagner cette réforme. Nos enquêtes ont montré beaucoup de questionnements, de difficultés décrites dans la pratique quotidienne. Certains établissements ne respectent même plus les groupes classes, mélangent les séries et suppriment tout dédoublement. Est-ce vraiment la bonne voie à suivre ? Ne peut-on revenir à des horaires nationaux officiels, quitte à garder des libertés locales (mais alors avec des heures en plus associées à des pratiques différentes) pour les établissements où les élèves sont en particulière grande difficulté et pour lesquels il est normal de fournir un effort national ? Tous les candidats à l'élection présidentielle que nous avons interrogés ont répondu qu'ils reviendraient sur la réforme du lycée s'ils arrivaient au pouvoir (cf. le Bulletin Vert précédent). Il faudra bien que l'autorité ministérielle réponde à ces questions dans les mois qui suivront l'élection présidentielle car le lycée ne peut continuer cette ségrégation sociale. Espérons que la Commission nationale de suivi des programmes s'intéresse (et donc ne soit pas dissoute) l'an prochain aux pratiques induites par cette réforme en classe de Première. Notamment qu'elle ait le temps d'étudier la réalité, dans les lycées, de pouvoir aller en salle informatique avec trente-cinq élèves, d'intégrer les TICE, de conforter la démarche scientifique et le raisonnement, de généraliser le temps consacré à la réflexion, à la recherche de problèmes ouverts que les nouvelles parties des programmes imposent. Que de difficultés et d'embûches rattrapées souvent par des cours particuliers. Rappelons

que si 38% des élèves de sixième sont de milieu ouvrier, la part de cette même catégorie d'élèves passe à 9 % chez les inscrits en classes préparatoires aux grandes écoles<sup>(1)</sup>. Accroître les inégalités entre établissements ne règlera pas la question des inégalités face à l'orientation.

L'APMEP demandera donc sans relâche que la réforme du lycée soit complètement revue, en concertation. Le rythme effréné des réformes, chaque fois improvisées et mal réfléchies, toujours imposées malgré l'avis des professionnels, devient difficile à vivre pour tout le monde. Il ne s'agit pas d'en refaire une autre avec d'autres idées soudaines. Certaines idées sont déjà réfléchies par les professionnels. Il serait nécessaire de remettre en cause l'autonomie complète des établissements, la globalisation des heures de dédoublement et la diminution des heures d'enseignement. Ensuite, le travail se fera.